Rififi à l'Exécutif des Musulmans de Belgique, otage d'un "islam des ambassades" qui confrontent le Maroc, la Turquie, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis

30/09/2021 à 13h42



Les tensions continuent autour de l'Exécutif des musulmans de Belgique (EMB), otage d'un "islam des ambassades" qui confrontent le **Maroc**, la **Turquie**, **l'Arabie Saoudite** et les **Emirats arabes unis** en dépit des efforts des gouvernements successifs pour en faire l'enceinte d'un islam autonome et belge. Nouvel épisode de cette saga: trois membres élus de l'Exécutif, rétrogradés au rang d'adhérents sans droit de vote, réclament la désignation d'un administrateur provisoire. (…) Ces derniers, en rébellion depuis 2014, ont envoyé trois mises en demeure et passent désormais à la vitesse supérieure en citant à comparaitre les membres actuels du bureau de l'Exécutif. (…) Le trio reproche aux membres du Bureau d'avoir pris le contrôle de l'organisation sans en référer aux membres élus par les fédérations qui regroupent quelque **300 mosquées du pays**. (…)

La décision, en janvier, du ministre de la Justice de mettre à l'écart le **président de l'EMB** Salah Echallaoui, accusé d'être **un agent du Maroc**, semble avoir redoublé leurs ardeurs. (…)

L'Exécutif se dit serein, mais ne cache pas la volonté d'avoir voulu marginaliser ce trio qu'il soupçonne d'être sous l'influence des **Emirats** et, par ce biais, de **l'Arabie Saoudite**. (…)

La Sûreté et l'Ocam suivent ce conflit depuis des mois. Les deux instances traquent en effet les ingérences étrangères dans la pratique de l'islam en Belgique. Et le travail ne cesse pas. A l'occasion d'une question parlementaire posée cet été par le député Koen Metsu au ministre de la Justice, on a appris en effet que la reconnaissance de **huit mosquées bruxelloises** avait été recalée "à la suite de l'avis négatif des services de sécurité"

La Libre.be